

ÉDITORIAL

La menace chinoise

Par Charles Saint-Prot
Directeur général de l'OEG



Aujourd'hui la Chine achète une partie du monde, occupe des territoires et en menace d'autres.

La Chine achète. Par exemple, en Afrique ou dans les pays européens, la Chine est le grand prédateur du monde moderne. En Afrique, les Chinois acquièrent massivement des terres pour y cultiver des produits réservés à leur consommation (riz) ou faire des agro-carburants, des mines, des champs de pétrole, des forêts (déforestation massive pour les besoins en bois), etc. Ils se livrent à un pillage des ressources de ce continent, en particulier les ressources énergétiques qui sont une véritable obsession chinoise, sans tenir compte le moins du monde des besoins des populations et du développement durable et, en même temps, ils inondent le marché de produits bas de gamme qui assassinent l'artisanat local (on trouve des babouches en plastique faites en Chine dans les souks du Caire et d'Alger !). Dans les pays européens, la situation ne vaut pas mieux. Nos vieilles nations connaissent une colonisation rampante avec souvent la complicité d'idiots utiles, comme l'ancien premier ministre Raffarin. Plus de 10% des capacités portuaires, des aéroports (zones stratégiques essentielles bradées par les États, des vignes de grands crus classés (rebaptisées de noms chinois !), des châteaux et même les bars PMU sont achetés à des vendeurs peu scrupuleux avec l'assentiment d'États défaillants et au nom de l'idéologie absurde de l'ultralibéralisme mondialiste et prédateur. À cela il faut ajouter l'espionnage à grande échelle par l'intermédiaire d'étudiants ou de chercheurs, le plus souvent rattachés à l'Armée chinoise, dans les universités et les centres de recherche occidentaux.

La Chine occupe depuis 1950 la région du Xinjiang (ou Turkestan oriental), berceau des Ouïghours musulmans turcophones (un million de prisonniers politiques !), et le Tibet où Pékin s'emploie à anéantir l'identité de ces nations. Elle occupe également divers archipels (par exemple, les îles vietnamiennes des Paracels et des Spratleys) en mer de Chine méridionale. En juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a jugé que la Chine n'a pas de droits historiques sur la majorité des eaux de la mer de Chine méridionale et ne peut prétendre à une zone économique exclusive du fait de l'occupation illégale des îles Spratleys et Paracels, mais Pékin n'en a cure et continue à violer continuellement la souveraineté des États riverains (Vietnam, Philippines, Malaisie, Brunei...), militariser la région et entraver la liberté de navigations dans cette zone, menaçant le détroit de Malacca qui est la route la plus animée du monde pour le trafic maritime.

La Chine menace un pays comme Taiwan qu'elle déclare avoir le droit d'occuper par la force à tout moment car la guerre est « la seule solution »

pour imposer l'unification. L'expert militaires du régime Liu Mingfu, proche du président Xi Jinping et dont l'ouvrage *Le rêve chinois* (2010) est la doctrine officielle de Pékin, n'hésite pas à préciser que les « criminels indépendantistes seront jugés et sévèrement puni » puis qu'une « guerre spéciale sera menée pour éradiquer les pensées indépendantistes de la population et imposer l'idéologie « un pays, un système ». Il est tout de même hallucinant de voir une grande puissance annoncer crument son programme totalitaire comme Hitler l'annonçait dans *Mein Kampf*. Et toujours avec le même lâche renoncement des dirigeants des autres États !

De fait les annonces chinoises relèvent d'une stratégie précise que les élites chinoises ne se donnent pas la peine de dissimuler. Dans un entretien à la revue *Politique internationale* de l'hiver 2018-2019 dont il faut saluer la franchise et déplorer l'arrogance, le théoricien Liu Mingfu définit la stratégie mondiale de son pays. Le moins qu'on puisse dire est que M. Liu ne mâche pas ses mots lorsqu'il définit le « rêve chinois » comme la volonté de dépasser les États-Unis et devenir la première puissance mondiale. Pour les dirigeants de la Chine actuelle, il s'agit de tourner la page du « siècle de la honte » (1840-1949) et faire de la Chine la puissance mondiale et « lorsque l'armée chinoise [forte de 2 millions d'hommes] sera devenue la plus puissante le monde tremblera » annonce M. Liu sans état d'âme.

Bien entendu, la Chine nourrit l'ambition de dominer le monde et d'imposer un modèle consistant à suivre les directives du parti communiste (PCC), c'est-à-dire un modèle totalitaire où triomphe l'arbitraire, la corruption, la terreur au quotidien.

Ce qui est particulièrement inquiétant dans la mesure où la Chine porte atteinte aux libertés fondamentales avec une rare férocité et réprime ceux qui sont qualifiés de « déviants idéologiques » comme aux meilleurs jours du dictateur Mao Zedong qui fut l'un des plus grands criminels du XXe siècle avec Hitler et Staline. Xi Jinping qui veut que son pays devienne la première puissance mondiale en 2049 pour le centenaire de la tyrannie du parti communiste (PCC), rêve d'instaurer sur le monde entier, sous couvert du slogan « communauté de destin pour la planète », un totalitarisme qui sera un cauchemar pire que celui imaginé par Orwell dans son ouvrage *1984*. Il faut prendre conscience de la menace chinoise avant qu'il ne soit trop tard !

Quand Davos ressuscite la nation pour rendre la mondialisation heureuse

Christophe Boutin
Professeur des Universités



Le 48^e Forum économique mondial s'est réuni à Davos du 22 au 25 janvier 2019. On y aura noté l'absence des présidents américains et chinois, Donald Trump et Xi Jinping, ou de chefs d'État ayant des crises internes à gérer, comme Theresa May et Emmanuel Macron, mais il y eut quand même 3.000 personnes, dont une soixantaine chefs d'État et de gouvernement - Angela Merkel, Shinzo Abe ou Jair Bolsonaro -, 300 ministres, et Antonio Guterres (ONU) ou Christine Lagarde (FMI).

Le thème central était cette « Mondialisation 4.0 » portée par la « Quatrième révolution industrielle », celle de la révolution numérique et de la haute technologie, débouchant notamment sur l'automatisation accrue de la production ou des services. Mais le Forum devait aussi prendre en compte les risques nouveaux qui sapent une mondialisation dont il s'est classiquement fait le chantre : la guerre commerciale entre États – avec au premier rang celle des États-Unis et de la Chine, en lutte justement, selon Klaus Schwab, fondateur du Forum, pour diriger cette « Quatrième révolution » -, un Brexit qui peut déstabiliser l'Union européenne, et la montée des nationalismes. Les temps ne sont plus ceux de la « gouvernance mondiale », ni même d'une coopération internationale apaisée, et les différends économiques n'ont effectivement jamais donné lieu à autant « d'arbitrages » iniques, tandis que les tensions géopolitiques s'accompagnent d'une course aux armements à laquelle n'échappent que les États qui ont d'ores et déjà renoncé à leur souveraineté.

Comme le notait donc Klaus Schwab, « nous entrons dans une période de profonde instabilité mondiale provoquée par le bouleversement technologique de la quatrième révolution industrielle et le réalignement des forces géo-économiques et géopolitiques ». Pour dépasser cela et prendre date que les nations ont la vie plus dure qu'elles ne le croyaient, les élites de Davos restent-elles mondialistes ? Schwab s'en défend, tentant un subtil distinguo entre « mondialisation » et « mondialisme ». « La mondialisation – expliquait-il en décembre au Figaro - décrit l'intégration mondiale, l'interdépendance, l'interconnexion des économies, c'est un fait. Le mondialisme lui, signifie que l'on soumet toutes les décisions aux forces du marché néolibéral. Je n'ai pour ma part jamais prêché le mondialisme ».

Reste que la « quatrième révolution industrielle » est en elle-même cause de stress. « Ce changement de la technologie et des modes de vie est si rapide que beaucoup de citoyens se sentent submergés – déclarait Schwab. Ils sont tentés de se replier sur eux-mêmes et deviennent hostiles à tout ce qui se passe en dehors de leurs cercles. » Et d'évoquer la caissière de supermarché ou le chauffeur de taxi, qui « savent que leur travail risque de ne plus exister dans les dix ans à venir à cause de l'automatisation ». Plus que de « prolétariat » il faudrait aujourd'hui parler selon lui d'un « précaire », vaste groupe rassemblant ceux qui doutent de l'avenir de leur profession, et, par voie de conséquence, s'inquiètent aussi de ce pourrait être l'avenir de leurs enfants. Un groupe déstabilisé et prêt à toutes les aventures, car « la frustration légitime suscitée par l'échec de la mondialisation à améliorer les niveaux de vie se manifeste par un support croissant pour le populisme et le nationalisme ».

On notera ici l'approche purement matérialiste selon laquelle le niveau de vie serait l'alpha et l'omega d'un individu réduit à sa capacité à consommer, et simplement frustré de ne pouvoir le faire autant qu'il le souhaiterait. Mais ce qui est clair pour Schwab c'est que la mondialisation, si on ne lui ajoute pas « une dimension d'inclusion », « n'échouera pas [il va de soi que dans l'esprit du fondateur du Forum elle ne saurait échouer] mais se heurtera à de sérieux obstacles politiques et sociaux ».

Il faudrait donc bâtir une nouvelle mondialisation, « centrée sur l'être humain, inclusive et durable », ce qui supposerait de prendre en compte... la dimension nationale. Dans son discours d'introduction au Forum, Schwab décrivait en effet ce mondialisme, qu'il prétend rejeter rappelons-le, comme la doctrine « qui privilégie un ordre mondial néolibéral par rapport aux intérêts nationaux ». Or, si le multilatéralisme et l'ouverture mondiale du commerce ont permis selon lui d'améliorer le sort de millions d'hommes, ils auraient aussi conduit à une augmentation sans précédent des inégalités, à la fois entre groupes, mais aussi, ce qui est plus grave, à l'intérieur des entités nationales. Et ces inégalités accrues au sein de groupes sociaux jusqu'alors plus homogènes, combinées avec le stress de la mondialisation, conduiraient aux troubles sociaux et au retour d'un nationalisme clos. C'est pourquoi, toujours selon Schwab, « il est impératif de rééquilibrer la mondialisation en sauvegardant la cohésion sociale, et ce dans le cadre de la nation. On voit le risque pointer en France – ajoutait-il : si l'on n'arrive pas à maintenir un degré minimal de cohésion sociale, il y a un danger pour la démocratie. » Et de souhaiter pour cela « une nouvelle moralisation de la mondialisation, combinée à plus de modestie et à un engagement professionnel, non seulement envers les actionnaires, mais aussi envers la société ».

On suit donc assez bien le raisonnement : la mondialisation, inéluctable, est un bien en soi si l'on se place à l'échelle du globe ; mais, par la rapidité des changements qu'elle induit elle crée un stress chez des populations ; ce stress doit être réduit en maintenant une cohésion sociale à l'échelle nationale ; pour cela, il faut éviter d'y creuser les inégalités en redistribuant mieux les fruits de la croissance. Il ne s'agit pas donc d'évoquer ici un retour à la nation en tant que groupe culturel homogène ayant vocation à persévérer dans son être – une vision par trop « nationaliste » pour M. Schwab et ses semblables –, mais, plus simplement, d'utiliser ce cadre national pour réguler les tensions causées par la mondialisation, parce que l'on constate que la nation reste aux yeux des citoyens, « le plus vaste des cercles d'appartenance ». On le comprend, cette approche, et quand bien même utiliserait-elle les termes « nation » ou « national », est à rebours d'un véritable nationalisme. La nation n'a plus ici qu'une fonction de régulation sociale, mais plus de fonction politique – cette dernière n'étant d'ailleurs conçue que comme la simple mise en œuvre de directives économiques. C'est pourquoi notre homme peut, dans le même temps, vouloir une régulation sociale nationale et dénoncer le nationalisme « populiste » qui secoue l'Europe, un nationalisme qui, lui, n'entend pas être réduit à cette seule fonction de régulation car il ne se limite pas à une approche en fait individualiste et matérialiste de l'existence.

Cette approche « utilitariste » de la nation trouverait peut-être un meilleur partenaire pour bâtir ce que l'on pourrait appeler son « nationalisme de régulation » avec le nationalisme « technocratique » à la chinoise, avec qui elle partage une pseudo rationalité scientifique. Un nationalisme effectivement diantrement efficace pour le contrôle de ses populations, et où les inégalités sociales, criantes, ne peuvent que difficilement conduire à la révolte d'un peuple muselé. Mais il n'est pas dit que l'Empire du Milieu ne rêve pas à son passé en construisant son avenir, et que la mondialisation qu'il envisage ne soit purement et simplement son règne sans partage, bien loin de tout multilatéralisme...

20 mars : Francophonie

Le 20 mars 2019, pour la Journée de la Francophonie, Dr Zeina el Tibi et le professeur Jean-Yves de Cara, président du Conseil scientifique de l'OEG, participent à un débat sur la Francophonie sur Beur FM en direct du Conseil économique et social à Paris.

Colloque d'Oujda

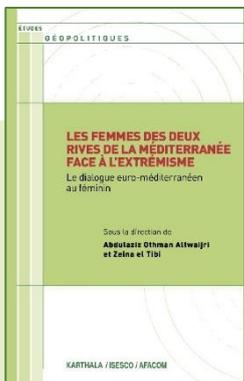
Le professeur Jean-Marie Heydt représente l'Observatoire d'études géopolitiques au colloque international sur la migration en Afrique, les 27 et 28 mars à l'Université d'Oujda.

30-31 mars : Sa Sainteté le Pape au Maroc

Charles Saint-Prot, Jean-Yves de Cara et Thierry Rambaud assisteront à la visite de SS le Pape François au Royaume du Maroc, les 30 et 31 mars 2019.

9 et 11 avril : Droit au retour

Charles Saint-Prot, directeur général de l'OEG assiste au colloque international sur « le droit au retour en droit international » qui se tient du 9 au 11 avril à l'université hachémite d'Amman (Royaume de Jordanie).



Vient de paraître aux éditions Karthala

[Les femmes des deux rives de la Méditerranée face à l'extrémisme](#)

Dir. A.O. Altwaijri et Zeina el Tibi

L'extrémisme est devenu une grave préoccupation, aussi bien dans le monde arabo-musulman que dans beaucoup de pays européens. Mais il ne faut pas assimiler le monde musulman avec l'activisme d'une minorité de fanatiques qui détournent l'Islam à des fins criminelles. L'enjeu est de surmonter une méfiance à laquelle est venu s'ajouter le mépris de ceux qui pensent que la Méditerranée est un mur, une barrière entre les civilisations.

Dans ce contexte de tensions, la lutte contre la radicalisation est une priorité. Pour le combat contre l'extrémisme, tout le monde doit se mobiliser, et sur ce plan, les femmes doivent être en première ligne, parce que, trop souvent, elles sont les victimes de l'extrémisme. Ensuite, parce que les femmes sont bien placées dans le corps social pour être des actrices efficaces de la lutte contre la radicalisation. **Cet ouvrage examine comment les femmes peuvent combattre l'extrémisme et, du coup, être des actrices déterminées du dialogue entre les deux rives de la Méditerranée.**

1^{er} février 2019 : Télévision [TUNISNA](#)

Charles Saint-Prot évoque le traité franco-allemand.



3 – 4 février : Conférence avec Sa Sainteté le Pape à Abou Dhabi

À l'occasion de la visite officielle, à l'invitation de SAR le Prince héritier Mohammed Ibn Zayed, du Pape François à Abou Dhabi du 3 au 5 février 2019, Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud ont représenté l'Observatoire d'études géopolitiques à la « Rencontre internationale interreligieuse pour la fraternité humaine » à Abou Dhabi, organisé par le Conseil des sages musulmans, en présence de SS le Pape François et de Cheikh Tayeb d'al Azhar. Charles Saint-Prot a présenté une communication sur le thème « Nos valeurs communes ».



8-9 février : African Security Forum à Marrakech

Charles Saint-Prot, directeur général de l'OEG a participé à la 10^è édition de la conférence internationale « African Security Forum/ AfricaSEC 2019 » à Marrakech sur le thème « Construire pour l'Afrique sa Sécurité du futur ».

Il a présenté une communication intitulée « [Le rôle du Maroc pour relever les défis sécuritaires en Afrique](#) »



Le Pape d'Abou Dhabi à Rabat

Thierry Rambaud
Professeur des universités (Paris)

La visite du Pape à Abou Dhabi s'est placée dans le cadre d'une conférence internationale sur la fraternité humaine, rassemblant de nombreux intellectuels et dignitaires religieux et spirituels, qui s'est tenue les 3 et 4 février à Abou Dhabi. Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud, y ont participé au titre de l'Observatoire d'études géopolitiques.

C'est aussi à Abou Dhabi, à l'invitation du Prince héritier des Émirats arabes unis, Mohammed Ibn Zayed el Nahyan, que, le 4 février, le pape François et le Grand Imam d'El-Azhar, Ahmad el Tayeb, ont signé, en présence du Prince héritier des Émirats et de l'émir de Dubaï, vice-président de la Fédération, un Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence humaine. Cette déclaration commune met l'accent sur des notions, comme l'humanité commune ou la fraternité, qui sont certes philosophiques, mais qui revêtent également un aspect juridique et politique marqué. Elles doivent servir de ligne de conduite pour assurer la coexistence des êtres humains, indépendamment de leur conviction, de leur origine ou encore de leur religion. À cette fin, douze recommandations, portant sur des thèmes fondamentaux comme la protection de la liberté de croyance et des lieux de culte, la femme, la protection des enfants ou encore la citoyenneté. Les mots employés dans la Déclaration sont forts. Ils expriment des préoccupations qui doivent à présent être mises en œuvre de manière concrète et effective au moyen d'actions culturelles, éducatives et politiques. La responsabilité du politique est fondamentale en la matière. Il n'est certes pas le seul à devoir agir, mais il lui incombe la place première, aidé par les responsables culturels et spirituels.

Une occasion nouvelle se présentera lors du prochain séjour du Pape au Maroc les 30 et 31 mars prochains faisant suite au voyage que fit le pape Jean-Paul II au Roi Hassan II, en 1985. Il faut saluer cet important événement réunissant en terre d'Islam le Souverain Pontife et le Roi Mohammed VI, le *Commandeur des Croyants* qui est le chef de file de l'Islam malikite, en particulier au Maghreb et en Afrique. Cette rencontre au sommet au Royaume du Maroc devrait être l'occasion de marquer une nouvelle étape du dialogue et de l'amitié entre chrétiens et musulmans.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

- Directeur général : Charles Saint-Prot
- Présidente déléguée : Zeina el Tibi
- Président du Conseil scientifique : Jean-Yves de Cara
- Direction des programmes : Christophe Boutin
- Direction des études : Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois

Siège de l'OEG : 14 avenue d'Eylau, F-75016 Paris
Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29
Courriel : etudesgeo@yahoo.com
Site : etudes-geopolitiques.com
Directrice de la publication : Zeina el Tibi
ISSN : 2106-5187

Membres du conseil scientifique de l'OEG :

Professeur Ahmed Bouachik
Professeur à l'université Mohammed V de Rabat et à l'ENA du Maroc

Professeur Christophe Boutin
Professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara
Professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
Avocat, professeur (ém.) à la Faculté de droit Paris Descartes

Professeur Jean-Marie Heydt
Universitaire

Dr François-Bernard Huyghe
Docteur en science politique (hdr), enseignant à l'École de guerre économique

Professeur Edmond Jouve
Professeur émérite des Universités

Doyen Oussama Nabil Ali
Professeur à l'université al Azhar du Caire

Professeur Pierre Pascallon
Professeur agrégé des Universités à l'université de Clermont-Ferrand

Doyen Jean-François Poli
Avocat, professeur à l'université de Corse

Professeur Thierry Rambaud
Professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois
Professeur à l'université Paris Descartes

Professeur Michel Ruimy
Économiste, professeur à Sciences Po et à l'ESCP-Europe

Dr Charles Saint-Prot
Docteur en science politique (HDR), géopolitologue

Dr Zeina el Tibi
Docteur en droit public, essayiste.

Doyen Christian Vallar
Professeur agrégé des universités, doyen de la faculté de droit et de science politique de Nice

Professeur Henri Védie
Économiste, professeur émérite au Groupe HEC

14 avenue d'Eylau - 75016 Paris (France)
Suivez-nous sur Twitter : [@Obsetudesgeopo](https://twitter.com/Obsetudesgeopo)